Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2018-859** **21/11/2018**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 16

Objet : Appel à candidatures : 16 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence Française pour la Biodiversité :

- 1 poste de directeur adjoint (catégorie A/A+) (H/F) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 21 décembre 2018.

1 poste d' attaché de presse, Chef de Service adjoint communication externe (catégorie A/A+) (H/F) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 21 décembre 2018.

- 1 poste de chargé de mission mesures (Programme De Mesure, Natura 2000) et réseau d'Aires Marines Protégées(catégorie A) (H/F) à Brest (29).
Date limite de candidature : 16 décembre 2018.

- 1 poste de chef de pôle contrôle - adjoint au chef du service police (catégorie A) (H/F) à Compiègne (60).
Date limite de candidature : 15 décembre 2018.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement, et du travail (ANSES) :

- 1 poste de chef de projet technique – Référent applicatif (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+ à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 29 novembre 2018.

- 1 poste de technicien de laboratoire en bactériologie (H/F) (CDD Cat 3 de 12 mois à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 29 novembre 2018.

- 1 poste de chef de service adjoint du SSIPR (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+ à Fougères (35).
Date limite de candidature : 04 décembre 2018.

- 1 poste de coordinateur d'étude – risques physico-chimiques (H/F) (CDD Cat 2 de 12 mois à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 06 décembre 2018.

- 1 poste de coordinateur d'expertise – Maladies professionnelles (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+ à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 04 décembre 2018.

-1 poste de Technicien analyste physico-chimiste (H/F) (CDD Cat 3 de 21 mois à Sophia-Antipolis (06).
Date limite de candidature : 10 décembre 2018.

- 1 poste de coordinateur d'expertise en évaluation des risques liés aux aliments (H/F) (CDD Cat 2 jusqu'au 30/11/2020 à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 10 décembre 2018.

- 1 poste de évaluateur scientifique et technique – écotoxicologie / pesticides (H/F) (CDD Cat 2 de 24 mois à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 10 décembre 2018.

- 1 poste de coordinateur – produits phytopharmaceutiques (H/F) (CDD Cat 2 de 24 mois à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 10 décembre 2018.

- 1 poste évaluateur des scientifique et technique - intrants du végétal (H/F) (CDD Cat 2 de 24 mois à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 10 décembre 2018.

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de chef du service agriculture et développement rural (catégorie A) (H/F) à Clermont-Ferrand (36).
Date limite de candidature : 14 décembre 2018.

- 1 poste de directeur des ressources humaine (catégorie A+) (H/F) à Limoges (87).
Date limite de candidature : 30 novembre 2018.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A+/A
Fonction :	**Directeur adjoint (h/f)**
Affectation :	Direction de la communication et de la mobilisation citoyenne
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité de la directrice
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

La loi biodiversité qui crée l'AFB lui confère des missions en faveur de la biodiversité dont une mission de communication et d'accompagnement de la mobilisation citoyenne. Cette mission est prise en charge par la Direction de la communication et de la mobilisation citoyenne (DICOMOB) qui porte la communication institutionnelle, la communication dans les territoires, la mobilisation citoyenne, la communication numérique et la communication interne.
La DICOMOB comprend un effectif de 23 agents répartis sur trois sites : Vincennes, Brest et Montpellier.
Un projet de fusion de l'AFB avec l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) en vue de la création d'un nouvel établissement devrait voir le jour en 2020.

La direction de la communication et de la mobilisation citoyenne (DICOMOB) a pour mission de proposer, piloter, mettre en oeuvre et évaluer la stratégie de communication interne, externe et de mobilisation citoyenne de l'Agence. L'ambition est de porter le sujet biodiversité dans la société au même niveau que le changement climatique et d'amener l'ensemble de la société à agir en faveur de la biodiversité ou à exprimer des attentes auprès des décideurs. Le projet de fusion avec l'ONCFS crée un contexte particulier.

Description du poste :

Activités principales :

Il appuie la directrice dans l'ensemble de ses missions et assure la gestion en propre de certains dossiers.

- Management de l'équipe : suivi de l'activité des services, comité managérial, comité éditorial, tableaux de bord, séminaires, définition et mise en place d'indicateurs ;

- Contribution à l'élaboration, au pilotage, à la mise en œuvre et à l'évaluation de la stratégie de communication interne, externe et de la mobilisation citoyenne et de son plan d'actions ;

- Conseil stratégique en interne à la DICOMOB et aux directions métiers : rédaction d'éléments de langage, accompagnement des directions dans l'élaboration de plans de communication ;

- Suivi de l'opinion : identifier les études et sondages à effectuer, les piloter et assurer le suivi de la mise en œuvre ;

- Suivi des conventions et de la mise en œuvre des partenariats ;

- Veille de l'opinion sur les réseaux sociaux et sur la toile ;

- Représentation de la DICOMOB dans les instances ;

- Correspondant RIL pour la direction ;

- Rédaction et suivi de procédures marchés ;

- Programmation et suivi budgétaire ;

- Interim de la directrice.

Au vu de l'organisation territoriale de l'Agence, le directeur adjoint est amené à se déplacer sur le terrain (une fois par mois, à titre indicatif).

Relations liées au poste

Relations internes :
- La direction générale ;
- Les directions régionales ;
- Les directions métiers ;
- Le Secrétariat Général ;
- Les entités territoriales ;
- Les délégués.

Relations externes :
- Le ministère de la Transition écologique et solidaire en particulier la direction de la communication et la direction de l'eau et de la biodiversité ;
- Les prestataires ;
- Les partenaires de l'Agence (autres opérateurs publics, associations…).

Profil recherché

- Bac +3/+ 5 ;
- Formation en communication ou sciences politiques (institut d'études politiques) ;
- 10 ans minimum d'expérience en communication ;
- Une expérience dans la communication publique / institutionnelle est un plus.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Maitriser la communication à 360° ;
- Expérience spécifique dans le domaine des campagnes de communication ;
- Excellente maîtrise des outils de bureautique (au minimum Word, Excel, Outlook) ;
- Expérience en communication sur les réseaux sociaux ;
- Qualités rédactionnelles ;
- La connaissance des thématiques environnementales et des structures publiques est un plus.

Savoir-faire opérationnel :
- Animer et diriger une équipe ;
- Conduire des projets ;

- Elaborer des stratégies ;
- Gérer une crise ;
- Savoir travailler à distance, dans un contexte multi sites.

Savoir-être professionnel :
- Force de proposition et créativité ;
- Excellent relationnel ;
- Réactivité ;
- Loyauté ;
- Rigueur.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DICOMOB/ADJ/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 21/12/2018

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A/A+
Fonction :	**Attaché de presse, Chef de Service adjoint communication externe (h/f)**
Affectation :	Direction de la communication et de la mobilisation citoyenne
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité de la Cheffe de Service communication externe
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Un projet de fusion de l'AFB avec l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) en vue de la création d'un nouvel établissement devrait voir le jour en 2020.

La direction de la communication et de la mobilisation citoyenne (DICOMOB) a pour mission de proposer, piloter, mettre en œuvre et évaluer la stratégie de communication interne, externe et de mobilisation citoyenne de l'Agence. L'ambition est de porter le sujet biodiversité dans la société au même niveau que le changement climatique et d'amener l'ensemble de la société à agir en faveur de la biodiversité ou à exprimer des attentes auprès des décideurs.

Description du poste :

Mission :

Rattaché à la directrice de la communication et de la mobilisation citoyenne, et en lien avec les directions métiers et les entités territoriales de l'Agence française pour la biodiversité, l'attaché de

presse a pour mission de développer les relations presse de l'Agence et de construire des partenariats presse dans le cadre d'une communication à 360° déployée par la DICOMOB.

Il s'agit de mettre en place une stratégie proactive de présence dans les médias (écrit, audiovisuel, internet et réseaux sociaux). L'objectif est multiple : se faire connaître et repérer par les parties prenantes de la biodiversité, y compris les citoyens et les médias – bâtir une notoriété et une image de l'AFB – diffuser la connaissance et les résultats de l'AFB. Cette montée en puissance de la présence de l'AFB dans les médias s'inscrit dans la séquence 2018 – 20 20 du plan biodiversité dont le congrès de l'UICN à Marseille en 2020 constitue un jalon important.

Il s'agit aussi de bâtir des partenariats presse appropriés afin donner de la puissance et de l'écho aux enjeux de la biodiversité.

Activités principales :

En tant qu'attaché de presse :

- Proposer une stratégie de relations presse et de partenariats presse dans le cadre du plan annuel de communication et pour chacun des projets ou opérations ;

- Rédiger des communiqués, invitations, dossiers de presse, synthèses de presse ;

- Gérer et alimenter des fichiers presse (national / régional / thématiques) ;

- Développer le réseau de journalistes en particulier via les réseaux sociaux ;

- Rédiger les actualités pour le site internet et intranet de l'Agence ;

- Organiser des événements presse : conférences de presse, voyages de presse, interviews, ateliers presse… ;

- Participer à l'organisation de médiatraining à destination des agents de l'AFB ;

- Analyser les retombées presse selon les besoins et selon l'actualité ;

- Réaliser des veilles presse et réseaux sociaux ;

- Gérer des revues de presse et suivre la construction d'un panorama de presse Agence française pour la biodiversité ;

- Rédiger des marchés (agence de presse, revue de presse, analyse médias…) ;

- Piloter le prestataire relations presse de l'Agence ;

- Construire et entretenir des bases de partenariats avec les médias ;

- Mettre en place et suivre les partenariats presse ;

- Faciliter, aux côtés de la cheffe du service communication externe, la fluidité entre les équipes du service qui sont basées à Montpellier et à Vincennes.

En tant que chef de service adjoint :

- Assurer l'interim de la cheffe du service communication externe ;

- Appuyer la cheffe de service dans le management du service communication externe ;

- Participer à la vie de la Dicomob ;

- Être force de proposition sur une stratégie relations presse à développer à court, moyen et long terme ;

- Appuyer les autres services de la Dicomob et les Directions régionales en relations presse.

Au vu de l'organisation territoriale de l'Agence, l'attaché de presse est amené à se déplacer fréquemment sur le terrain (une à deux fois par mois au moins, à titre indicatif).

Relations liées au poste

Relations internes :
- La direction générale ;
- L'ensemble des agents de la Dicomob, et plus particulièrement : les chefs de projets digitaux, les chargés de communication interne et externe, les chargés de communication dans les territoires ;
- Les Directions régionales et les correspondants communication des Directions régionales ;
- Les Directions métiers.

Relations externes :
- Les journalistes de la presse nationale et régionale ;
- Les prestataires ;
- Les partenaires de l'Agence.

Profil recherché

- Bac + 3 à Bac + 5 ;
- Formation en communication, journalisme ou sciences politiques (institut d'études politiques) ;
- Profil senior dans un emploi similaire ;
- Une expérience dans le domaine de la communication publique / institutionnelle est un plus ;
- Expérience en communication digitale souhaitée, notamment sur les réseaux sociaux.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Maitriser le métier d'attaché de presse : connaissance du fonctionnement de la presse ; connaissance des médias (presse nationale, régionale, et thématique) ;
- La connaissance des structures publiques et ou environnementales et de la communication institutionnelle est un plus.

Savoir-faire opérationnel :
- Savoir travailler à distance, dans un contexte multi sites ;
- Capacité d'écoute, de synthèse et de communication, pour recueillir, synthétiser et transmettre de façon attractive l'information ;
- Maîtriser les outils de bureautique (au minimum Word, Excel, Outlook).

Savoir-être professionnel :
- Disponibilité et flexibilité ;
- Intérêt pour les questions environnementales et plus particulièrement la biodiversité ;
- Appétence pour les politiques publiques ;
- Excellent relationnel ;
- Pro-activité et réactivité
- Grande polyvalence ;
- Rigueur ;
- Excellentes qualités rédactionnelles.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DICOMOB/PRESSE/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 21/12/2018

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission mesures (Programme De Mesure, Natura 2000) et réseau d'Aires Marines Protégées (h/f)**
Affectation :	Direction Appui aux Politiques Publiques/Département Milieux Marins/Protection et Usages du Milieu Marin
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef de Service PUMM
Résidence administrative :	Brest (29)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Description du poste :

Mission :

- Elaborer, coordonner, participer aux actions portées par l'AFB dans le cadre du programme de mesure DCSMM en lien avec les objectifs environnementaux définis et notamment, à ce titre :
- Coordonner les activités internes relatives au réseau N2000 en mer, en cohérence avec les actions menées par tous les acteurs à l'échelle nationale
- Articuler les travaux N2000 en mer avec ceux ayant trait aux autres directives
- Coordonner l'évaluation du réseau d'AMP (cohérence, complétude, connaissance, gestion, résultats…), et en valoriser les résultats : pilotage de projets, valorisation des réalisations y compris à l'international, projets d'AMP de Haute-mer etc.

Activités principales :

Appui à l'élaboration et au suivi du programme de mesure DCSMM :
- Coordonner les contributions de l'AFB à la mise en œuvre des PDM (mesures nationales et locales auxquelles l'AFB contribue)
- Assurer le rapportage des actions nationales mises en œuvre par l'AFB dans le cadre du programme de mesure et appuyer les antennes sur les actions par façade.
- Piloter les contributions AFB pour la révision du PDM (2020) : analyse de la suffisance des mesures, mesures en cours, émergentes ou nouvelles permettant de répondre aux objectifs environnementaux… et contribution aux propositions relatives à l'article 13.4 de la DCSMM relatives aux zones marines protégées

Coordination Natura 2000 en mer en lien avec le CDR N2000 :
- Elaborer, ou contribuer à l'élaboration et mettre en œuvre la stratégie du département pour Natura 2000 en mer : organisation du travail (Brest et antennes) et d'une stratégie, y compris de partenariats, pour la rédaction des DOCOB et l'animation des sites : gestion interne ou implication d'autres structures et suivi-surveillance en cohérence avec DCE et DCSMM ;
- Monter des projets de consolidation de l'efficacité du réseau Natura 2000 et de sa gestion en prenant notamment en compte les travaux en sciences humaines et sociales sur l'acceptabilité et l'efficience des mesures ;
- Contribuer en particulier au recensement des mesures de gestion et en analyser la pertinence et l'efficacité, y compris en lien avec les autres Etats membres ;
- Développer, en lien avec le centre de ressources Natura 2000 les outils web de partage sur les mesures notamment (en articulation avec les actions du projet Life MarHa) ;
- Produire un bilan annuel sur l'action de l'AFB au profit du réseau Natura 2000 en mer en lien les autres services de l'AFB (UMS, PNM…) ;
- Contribuer à la rédaction de la feuille de route annuelle Natura 2000 du DMM en cohérence avec UMS/DMM et DSNEI ;
- Veiller à la cohérence des actions mises en œuvre sur Natura 2000 en mer à l'échelle de l'AFB en lien avec le service en charge des PNM, par exemple par la production de méthodologies et de partages d'expériences ;
- Mettre en place une veille sur les activités des réseaux techniques internationaux et identification de projets émergents pertinents auxquels l'Agence pourrait participer en priorité ;
- Mettre en œuvre la valorisation et la communication autour des réalisations de l'AFB sur N2000 en mer en lien avec MarHa et les PNM.

Evaluation et suivi du réseau des AMP – en lien avec le CdR MM :
- Contribution aux travaux relatifs à l'évaluation du réseau des AMP à l'échelle :
  - Nationale en lien avec la mise à jour en continu des indicateurs de la stratégie nationale AMP dont la création de nouvelles AMP ou OABM (ZPR/ZCH…). L'évaluation cherche à renseigner les critères de cohérence écologique, de complétude, d'efficacité de la gestion ainsi que de contribution aux 5 principes de la stratégie de 2010 et comprend le cas échéant le montage de projets de recherche appliquée permettant de répondre à ces questions ;
  - Européenne en lien avec le Marine Expert Group ;
  - Des conventions de mer régionales (OSPAR notamment) dont évaluation de la cohérence écologique, et de la bonne gestion du réseau ; production d'un bilan annuel sur les contributions AFB aux CMR ;
  - Des grands projets européens/ internationaux dont appui à la désignation d'AMP en haute mer ;
- Suivi des travaux relatifs aux aires marines en haute mer pour promouvoir l'établissement de telles AMP.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Ensemble du Département milieux marins, dont chargés de mission PUMM et plus particulièrement les services connaissance, évaluation et surveillance du milieu marin, l'équipe projet MarHa et les Antennes ;
- Autres départements et services de la Direction Appui aux Politiques Publiques dont Mission programmation partenariats ;
- Direction recherche expertise et développement des compétences (et notamment le département centre de ressources) ;
- Direction territoires et partenariats et notamment le Département aires protégées et les PNM ;
- UMS Patrinat.

Relations externes :
- Partenaires nationaux institutionnels milieu marin, gestionnaires AMP, usagers de la mer ;
- Partenaires internationaux : UE, autres Etats membres, Ospar…

Profil recherché

- Niveau Bac + 5 écologie ou gestion d'aires protégées ;
- Première expérience souhaitée dans la gestion d'aire marine protégée.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
• Bonne connaissance des politiques européennes environnementales (DCSMM et Natura 2000 notamment), des fonds européens, des conventions des mers régionales, de la Haute mer ;
• Connaissances en écologie marine ;
• Connaissance des politiques et des problématiques liées à la préservation de la biodiversité marine, dont celles relatives aux aires marines protégées ;
• Bonne connaissance des pressions exercées sur le milieu marin et les différentes catégories d'usagers intervenant sur le milieu marin et leurs organisations.

Savoir-faire opérationnel :
• Maîtriser l'anglais professionnel ;
• Animer et gérer des projets ;
• Créer du lien et animer un réseau de partenaires y compris international ;
• Maitriser les outils et méthodes d'analyse de traitement des données.

Savoir-être professionnel :
• Organisation ;
• Esprit d'initiative ;
• Enthousiasme ;
• Capacités de travail en équipe ;
• Capacités rédactionnelles ;
• Sens de la communication ;
• Autonomie et capacité de proposition ;
• Rigueur.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DMM/MESURES/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 16 décembre 2018

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chef de pôle contrôle - adjoint au chef du service police (h/f)**
Affectation :	Direction interrégionale Hauts-de-France - Normandie
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef de Service Police
Résidence administrative :	Compiègne (60)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général, et de 9 directions régionales ou interrégionales. Le poste proposé est localisé au sein de la Direction interrégionale Hauts de France- Normandie.

Description du poste :

Mission :

Au sein du service police et appui technique, organiser et animer l'activité du pôle contrôle afin qu'il contribue à l'exercice des missions de l'AFB en matière de police de l'environnement, plus particulièrement sur les aspects eau et usages de l'eau, milieux aquatiques et nature.

Piloter et participer à l'appui technique apporté aux acteurs en charge de l'application de l'action réglementaire. Encadrer et coordonner les activités techniques et réglementaires de contrôles judiciaires ou administratifs exercées par les dix services départementaux du périmètre des Hauts-de-France et de la Normandie et de l'unité spécialisée migrateurs (USM), dans une perspective d'amélioration et de valorisation. Organiser et contribuer à l'appui juridique interne et le cas échéant auprès des services partenaires de l'Agence, piloter les partenariats externes dans son domaine.
Activités principales :

- Coordonner et piloter l'activité de l'équipe (2 personnes). En synergie avec le chef de service préparer et contribuer aux évaluations professionnelles des membres de l'équipe ;

- Proposer les orientations prioritaires d'une stratégie de contrôle régionale adaptée aux enjeux territoriaux ;

- Assurer la coordination des activités de contrôle des services départementaux et de l'USM ;

- Être garant, pour l'activité contrôle, de l'adéquation des propositions des chefs de SD et de l'USM avec la feuille de route et les objectifs de l'Agence (siège et Direction interrégionale) lors de l'exercice de programmation annuel ;

- Piloter et évaluer de l'activité des SD en matière de contrôle ;

- Valoriser l'activité du service police et du pôle contrôle auprès des autres services de la direction afin de contribuer au progrès permanent de la synergie entre tous les outils (police, connaissance, appui technique, planification, etc …) ;

- Contribuer à la définition du plan de formation des agents de la direction pour ce qui concerne les formations conçues par la direction police et contribuer à la mise en œuvre de formations décentralisées ;

- Accompagner les SD dans la compréhension et l'appropriation des évolutions de méthodes ;

- Organiser des réunions d'information et groupes de travail thématiques ;

- Contribuer au déploiement et à la mise en œuvre des actions pilotées par la direction de la police (orientations, méthodes et outils) en s'assurant de la cohérence et de la faisabilité des missions ;

- Accompagner le cas échéant les chefs de SD et d'USM pour l'élaboration de propositions de protocoles ou conventions partenariales, de guides ou de doctrines ;

- Contribuer avec les chefs de SD, d'USM et référents à développer les relations avec les Parquets et les autres services chargés de missions de police ;

- Apporter un appui aux chefs de SD et d'USM dans la conduite de leurs négociations ;

- Veiller à la cohérence des avis réglementaires émis par les SD ;

- Contribuer à la rédaction d'avis techniques conjoints avec les SD, l'USM ou les autres services de la direction sur dossiers à enjeux notamment réglementation/contrôle ;

- Veiller et le cas échéant participer à l'élaboration dans chaque département de propositions de l'établissement pour les plans de contrôle ainsi qu'à leur traduction en programme de contrôle ;

- Veiller à la conformité de la réalisation de la programmation et organiser la remontée de difficultés éventuelles ;

- S'assurer que les instructions en matière de police notamment relatives à la sécurité des interventions sont respectées et contribuer aux bilans relatifs à cette activité ;

- Contribuer à l'information et à la sensibilisation des acteurs aux réglementations environnementales ;

- Participer aux réunions des réseaux départementaux ou régionaux des polices de l'environnement ;

- Collaborer aux actions transversales déployées au sein du service et de la direction régionale (avis techniques, expertises, études, bilans, etc.) ;

- Au titre des dossiers particuliers suivis en propre, être le référent zones humides de la DIR et participer au groupe de travail national sur les grandes infrastructures linéaires. A ce titre, piloter ces thématiques ou sein de la Direction et consolider les partenariats externes ;

- Seconder le chef de service et assurer son intérim.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Ensemble des personnels du siège de la direction interrégionale, Chefs de services et agents des services départementaux des deux régions hauts de France et Normandie ;
- Directions métiers et services rattachés (pôles études et recherches, antennes de façades, parcs naturels marins) ;
- Services départementaux, unité spécialisée et services thématiques de la direction régionale ;
- Directions (inter)régionales ;
- Établissements rattachés ;
- Réseau des ingénieurs et techniciens police.

Relations externes :
- Services et opérateurs de l'Etat, (DDT(M), DREAL, DIRM,...), Agences de l'eau, collectivités territoriales départements, régions ;
- Chambres consulaires, associations, gestionnaires d'espaces protégées ;
- Parquets et parquets généraux, Gendarmerie Nationale.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Connaissances techniques dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques ;
- Connaissances de la législation et de la réglementation du droit de l'environnement et du droit pénal, expérience opérationnel appréciée ;
- Connaissance de l'exercice de la police de l'eau ;
- Connaissance de l'environnement institutionnel aux niveaux régional et départemental et au niveau bassins.

Savoir-faire opérationnel :
- Animer des réunions ;
- Conduire des projets,
- Maîtriser les outils bureautiques et cartographiques ;
- Rédiger des documents, notes, synthèses techniques, rapports ;
- Rendre compte à sa hiérarchie ;
- Savoir anticiper, planifier, organiser ;
- Travailler en réseau.

Savoir-être professionnel :
- Capacité à représenter l'établissement ;
- Sens de la concertation, de la négociation ;
- Autonomie ;
- Esprit d'initiative, savoir être force de proposition ;
- Qualités relationnelles.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRHDFN/CONTROLE/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

Personne contact : Didier Lhomme, Chef du service police appui technique.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 15 décembre 2018

Date : 08/11/2018

Poste à pourvoir	**Chef de projet technique – Référent applicatif (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction Technique et Informatique Service Etudes et Développement
Missions / contexte	Le Service Etudes et Développement : • est responsable de l'architecture applicative du système d'information et de la mise en œuvre du SDSI (schéma directeur des SI) • assiste les directions métiers MOA • conçoit, met en œuvre et maintient en conditions opérationnelles les applications métiers (expertise, appui aux évaluations, activités de laboratoires), de gestion (finances, ressources humaines, gestion du temps) et de communication (Intranet/ Extranet) • réalise lui-même ou fait appel à des prestations extérieures. L'équipe est composée de 9 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef du Service Etudes et développement, le « Chef de projet Technique – Référent applicatif », ayant des compétences techniques confirmées et une capacité à appréhender les sujets fonctionnels, assure le support de niveau 2 sur des applications informatiques complexes.

Il développe ou gère les développements autour des technologies à nature transverse à plusieurs applications comme le décisionnel, l'ETL et les nouvelles technologies (Web, Java, J2EE…).

Le principal domaine applicatif dans lequel il sera amené à intervenir concerne la gestion des activités des laboratoires avec notamment un LIMS (Laboratory Information Management System) et des applications dédiées.

Activités

1) En phase de réalisation d'évolutions ou de nouveaux développements

- Définir la conception technique en lien avec les éditeurs et/ou prestataires
- Piloter la mise en œuvre pour garantir une cohérence avec les normes et les technologies de la DSI de l'Anses
- Prendre en charge les développements autour de technologies transverses comme le décisionnel, l'ETL ou les technologies Web. Exemple : mise en place de nouvelles interfaces

2) En phase de recette

- Maitrisant les contextes technique et fonctionnel de l'Anses, il contribue pendant les phases de recette à :
  - Identifier techniquement les sources des problèmes
  - Filtrer les anomalies à remonter aux sous-traitants.
  - Assurer le suivi de résolution des anomalies

3) Au quotidien

- Prendre en compte, traiter et suivre les appels des administrateurs locaux,
- Diagnostiquer les anomalies, corriger ou transférer les incidents aux entités compétentes,
- Adhérer à une méthodologie stricte de suivi et tracer les incidents jusqu'à leur clôture,
- Exploiter la base d'incidents : relances, consolidation, analyse de tendance,
- Superviser et garantir l'intégrité des environnements techniques, alerte, et demandes d'actions préventives de fond,
- Participer à la communication autour des applications informatique et à la diffusion d'informations.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Niveau BAC+5 en informatique souhaité

Expériences similaires

- 2 à 5 ans d'expériences
- La connaissance d'un LIMS serait un plus
- Une expérience en santé publique serait appréciée

Compétences

- Compétences techniques :
  - Langages/technologies : J2EE, AJAX, AngularJS, HTML, XML, SQL
  - Bases de données : Oracle, SQLServer, PostgreSQL.
  - Décisionnel : Business Object,
  - ETL : connaissance Talend et/ou MuleSoft appréciée
  - Connaissances d'un LIMS appréciée.
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Aptitude organisationnelle, rigoureux (se) et dynamique,
- Force de proposition

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 29 novembre 2018

Renseignements sur le poste : Arnaud PARALIEU (arnaud.paralieu@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-136 à :** recrutement@anses.fr

Date : 08/11/2018

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire en bactériologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de santé animale, Maisons-Alfort
Unité des zoonoses bactériennes

L'unité d'accueil (25 personnes) s'intéresse aux infections bactériennes multi-espèces ayant une incidence sur la santé publique humaine. L'étude de la circulation et de la diversité microbienne est particulièrement importante pour ces zoonoses (Brucellose, Charbon, Chlamydiose, Mélioïdose, Morve, Mycobactérioses, Tularémie). L'unité participe au réseau de surveillance du territoire national en matière d'émergence de bactéries zoonotiques.

Missions / contexte

Dans ce cadre, les missions de l'Unité sont d'assurer un diagnostic de référence et les actions de contrôle et de normalisation associées, ainsi qu'une recherche opérationnelle adaptée répondant à deux objectifs principaux :

- Développement et validation d'outils de diagnostic direct (bactériologie & biologie moléculaire) ou indirect (immunologie) et leur insertion dans un dispositif de décision sanitaire validé au plan épidémiologique ;

- Développement et validation d'outils de différenciation phénotypique ou moléculaire des souches bactériennes permettant un suivi épidémiologique plus précis des foyers.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et du responsable scientifique, le technicien sera en charge des activités de bactériologie, sérologie et biologie moléculaire, principalement pour les pathogènes responsables du Charbon et de la Tularémie, dans les activités de référence et de recherche et notamment :

Activités

- Analyses bactériologiques et moléculaires, gestion des dossiers d'analyses et des bases de données, gestion de la souchothèque de référence, saisie informatique des résultats analytiques, rédaction de protocoles et de rapports techniques.
- Participation à des études épidémiologiques, recherche et validation de nouvelles techniques de diagnostic de biologie moléculaire appliquées aux bactéries.
- Formation de stagiaires français et étrangers dans le domaine.
- Gestion des activités et suppléance des personnels d'assistance technique.
- Fonctions de coordination transversale possibles.
- Participation à la production technique de l'unité UZB, principalement pour les pathogènes responsables du Charbon et de la Tularémie.

Conditions particulières

- Habilitation travail en zone confinée de niveau 3, habilitation pour la conduite d'autoclave et autres équipements sous pression,
- Métier potentiellement exercé en situation de travailleur isolé
- Port d'équipement de protection individuelle (EPI)
- Manipulation potentielle de produits dangereux nécessitant un respect strict des procédures.
- Suivi médical renforcé

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac à Bac+3 - BTS/DUT ou Licence en biologie, ayant une formation en bactériologie et en biologie moléculaire. Connaissances en bactériologie et biologie moléculaire et formation en expérimentation animale souhaitées

Expériences similaires

- Expérience appréciée dans le domaine de l'infectiologie (travail en laboratoire de niveau 2 ou 3)
- Une première expérience en bactériologie est souhaitée.

Compétences

- Compétences techniques en bactériologie, et si possible formation acquise, en assurance qualité et sur les risques biologiques.
- Connaissances en bactériologie et biologie moléculaire souhaitées
- Vigilance sur les règles d'hygiène et sécurité
- Utilisation des logiciels bureautiques courants (WORD, EXCEL).
- Bonne connaissance de l'anglais souhaitée
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 29 novembre 2018

Renseignements sur le poste : claire.ponsart@anses.fr et nora.madani@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-137 à :** recrutement@anses.fr

Date : 13/11/2018

Poste à pourvoir	**Chef de service adjoint des systèmes d'information des produits réglementés (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A +**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Fougères (35)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse
Site géographique

Service des systèmes d'information des produits réglementés (SSIPR)
Fougères (35)

Missions / contexte

Sous la direction de la directrice générale délégué aux produits réglementés, le service des systèmes d'information des produits réglementés (SSIPR) assure les différentes missions d'assistance à maitrise d'ouvrage en systèmes d'information au profit de l'ensemble des entités du pôle Produits Réglementés (ANMV, DEPR, DAMM) afin qu'elles disposent des systèmes d'information performants permettant à l'Anses d'atteindre ses objectifs stratégiques.

Le SSIPR est en charge de la définition et de la mise en œuvre de la stratégie d'évolution du SIPR. Il assure le pilotage des projets SI, la maintenance applicative et le support utilisateur sur l'ensemble du parc applicatif du pôle Produits Réglementés
Le pôle Produits Réglementés est composé des entités métiers suivantes :

- L'ANMV assure l'évaluation des risques liés aux médicaments vétérinaires et la gestion des décisions relatives au médicament vétérinaire notamment la délivrance des autorisations administratives relatives au médicament vétérinaire, la surveillance des effets indésirables des médicaments et le contrôle des établissements pharmaceutiques ainsi que du marché des médicaments vétérinaires.
- La DEPR évalue, selon la réglementation en vigueur, les risques liés aux intrants du végétal (produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives) et les produits biocides, avant la délivrance par l'ANSES des autorisations de mise sur le marché.
- La DAMM est chargée d'instruire les décisions d'autorisation, de modification et de retrait de mise sur le marché des produits intrants du végétal et biocides, de mettre en place les activités d'inspection et de contrôle.

La maitrise d'œuvre des systèmes d'information et le pilotage des prestataires informatiques sont assurés par la Direction Technique et Informatique (DTI).

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la responsabilité du chef de service des systèmes d'information des produits réglementés, le chef de service adjoint du SSIPR aura pour activités principales :

Activités

Management de proximité d'une équipe de 4 personnes basée à Fougère

- Assurer au quotidien le management de proximité (animation, encadrement, gestion des absences, évaluations, accompagnement et développement des compétences, etc.) ;
- Assurer le pilotage global de l'activité de l'équipe (organisation, planification, indicateurs de suivi et reporting, communication, etc.), définir ses objectifs, suivre et rendre compte des résultats.

Pilotage des projets informatiques du SI de l'ANMV

- S'assurer du bon déroulement des projets SI de l'ANMV ;
- Coordonner le travail de l'ensemble des acteurs du SI de l'ANMV (utilisateurs métier, DTI, etc.), animer les équipes internes et préparer les comités de pilotage du SI de l'ANMV ;
- Assurer la sécurité du SI de l'ANMV en relation avec la DTI ;
- Suivre les projets européens pilotés par l'Agence européenne du médicament (EMA) ou par le réseau des agences européennes en matière de systèmes d'information ;
- Assurer le suivi du système de management de la qualité du SI de l'ANMV en relation avec le correspondant qualité dans le cadre de la certification de l'ANMV ;
- Concevoir et suivre des tableaux de bord et des indicateurs de performance relatifs au SI de l'ANMV ;
- Participer au CODIR de l'ANMV.

Contribuer aux activités transverses

- Participation à l'organisation et à l'animation du Copil SIPR ;
- Relayer les priorités de travail fixées par le chef du SSIPR et apporter conseil aux équipes ;
- Contribuer au développement de la transversalité et de l'urbanisation du SIPR ;
- Assurez la veille technologique et être force de proposition sur le numérique ;
- Contribuer à la réflexion sur les orientations stratégiques du SIPR, et à la définition, planification, mise en œuvre et suivi du programme de travail annuel du SSIPR ;
- Participer aux projets SI transverses de l'agence impactant le domaine des produits réglementés ;
- En l'absence du chef du SSIPR, assurer la responsabilité et la continuité des missions du service.

Conditions particulières

- Des déplacements à l'étranger sont à envisager dans le cadre des représentations officielles de l'ANMV
- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC +5 en informatique (ingénieur ou équivalent)

Expériences similaires

- Expérience de 5 ans dans des fonctions similaires de pilotage d'une équipe IT,
- Expérience en management d'équipe et gestion de projets internes et externalisés,
- Maîtrise du développement informatique et de l'administration des bases de données.

Compétences

- Maitrise des méthodes et outils de gestion de projet,
- Connaissance des principales architectures techniques et outils de développements informatiques,
- Connaissance d'outils de GED et de Workflow,
- Connaissance du data management, idéalement dans un contexte scientifique,
- Capacité d'animation, de gestion, d'organisation, d'anticipation des priorités,
- Sens des responsabilités et de l'écoute,
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe,
- Capacités rédactionnelles, aptitudes à la communication orale et écrite,
- Capacité d'analyse et de synthèse,
- Aptitude organisationnelle, rigoureux et dynamique,
- Connaissance de la norme ISO 9001 pour le management de la qualité des processus,
- Maitrise de l'anglais.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 4 décembre 2018

Renseignements sur le poste : Jean-Pierre ORAND (jean-pierre.orand@anses.fr)
et Hamid AISSAT (hamid.aissat@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-138 à :** recrutement@anses.fr

Date: 15/11/2018

Poste à pourvoir	**Coordinateur d'étude et d'appui scientifiques relatifs aux risques physico-chimiques (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER)
Unité « Méthodologie et études » (UME)

Missions / contexte

La DER assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, à la santé au travail, à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux ainsi qu'à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

L'UME, composée de 19 agents (statisticiens, agronomes, épidémiologistes, vétérinaires), a notamment pour mission le développement de méthodologies transversales d'évaluation des expositions et des risques liés aux substances chimiques et aux agents physiques ou microbiologiques Dans ce contexte, l'unité participe au projet « *Modelling human variability in toxicokinetic and toxicodynamic processes using Bayesian meta-analysis, physiologi-cally-based modelling and in vitro systems* » (TK-TD MoHV), financé par l'Agence européenne de sécurité sanitaire des aliments (Efsa) en collaboration avec l'Institut sanitaire Italien (IIS), l'Université d'Utrecht et l'Université de Bretagne Occidentale. Ce projet a pour objectif de 1) développer des méthodes permettant l'intégration de la variabilité humaine dans les processus toxicocinétique et toxicodynamique pour l'évaluation des risques chimiques au moyen de revue systématique, de méta-analyse bayésienne, de modélisation toxicocinétique basée sur la physiologie et d'intégration des paramètres toxicocinétique générés via les expérimentations in vitro, et 2) mettre à disposition un Web tool fondé sur la méthodologie développée.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et en collaboration étroite avec le responsable du projet TK-TD MoHV à l'Anses, le coordonnateur d'étude et d'appui scientifiques participe aux travaux méthodologiques sur la modélisation de la variabilité inter-individus sur les aspects toxicocinétiques et toxicodynamiques à réaliser dans le cadre du projet TK-TD MoHV.

Activités

A ce titre, la personne recrutée devra :

- Compléter ponctuellement les recherches de littératures déjà réalisées permettant la collecte des données sur la variabilité inter-individus et la modélisation de cette variabilité pour les principales voies métaboliques et processus toxicocinétiques et pour les processus toxicodynamiques à partir de la littérature
- Mettre en œuvre le modèle bayésien de méta-analyse des données et de modélisation de la variabilité
- Appliquer et adapter le modèle PBPK développé dans le cadre du projet aux différents cas d'études
- Effectuer la recherche de littérature nécessaire pour renseigner les différents paramètres du modèle PBPK-PD
- Rédiger les publications scientifiques et rapports liés à ces objectifs du projet
- Participer aux réunions du consortium et aux réunions avec l'Efsa
- Développer les relations avec les différents acteurs mobilisés par cette thématique, représenter l'Agence lors de communications à l'extérieur et contribuer à la valorisation scientifique des travaux (articles scientifiques, communications orales, etc.)

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac+3 minimum - Master 2 en toxicologie, biochimie ou toxico-cinétique, Ingénieur agronome spécialisé en toxicologie, Docteur en pharmacie, Docteur en modélisation dans le cadre de la santé publique ou toxico-cinétique ou toxicologie ou évaluation des risques sanitaires

Expérience similaire :

- Une première expérience en gestion de projet scientifique dans un des domaines cités serait un plus
- Une première expérience à l'international (emploi ou stage) serait un plus

Compétences :

- Compétences en toxico-cinétique et toxicologie
- Compétences en statistiques, modélisation mathématique
- Connaissance en évaluation des risques sanitaires dans les domaines de l'alimentation et/ou l'environnement
- Connaissance du logiciel R
- Bon niveau d'anglais (oral et écrit)
- Capacité à travailler en équipe, autonomie et rigueur, réactivité
- Aptitudes rédactionnelles, capacité de synthèse et de présentation orale

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 6 décembre 2018

Renseignements sur le poste : Chris ROTH, chef de l'unité UME (chris.roth@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) **en indiquant la référence 2018-139 à** recrutement@anses.fr

Date 13/11/2018

Poste à pourvoir	**Coordinateur d'expertise – Maladies professionnelles(H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques
Unité d'évaluation des risques liés à l'air (UERA)

Missions / contexte

La direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés (CES) et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.
L'Unité d'évaluation des risques liés à l'air (UERA) est chargée d'évaluer les risques sanitaires liés aux contaminants des milieux aériens (environnements extérieur et intérieur). Elle assure à cet égard, la coordination scientifique du Comité d'Experts Spécialisé (CES) « Evaluation des risques liés aux milieux aériens » ainsi que de plusieurs groupes de travail composés d'experts indépendants qui assistent l'agence dans la mise en œuvre de ses missions d'expertise. L'UERA pilote la mise en œuvre, dans une approche expérimentale et transversale, de l'expertise préalable à la création ou la modification d'un tableau de maladie professionnelle récemment confiée à l'Anses. Elle contribue par ailleurs à appuyer les autres unités de la direction dans la définition et la collecte de données d'exposition nécessaires à la conduite d'évaluations de risques dans le domaine de la santé environnement et de la santé au travail et participe à différents travaux scientifiques transversaux. Sous la responsabilité du chef d'unité, l'Unité d'évaluation des risques liés à l'air (UERA) comprend onze agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le/la coordinateur/trice d'expertise scientifique a pour mission d'assurer la préparation et le suivi des expertises collectives préalables à l'élaboration ou la modification de tableaux de maladies professionnelles et des produits qui en sont issus.
Ces expertises consistent, notamment, en la réalisation d'un état de l'art et d'une analyse critique des publications, études et travaux existants (épidémiologiques, expérimentaux, cliniques) relatifs à des agents/nuisances, qu'ils soient biologiques, chimiques, physiques ou d'ordre organisationnel et de leurs conséquences sur la santé, afin de déterminer la probabilité d'un lien de causalité. Sont également attendues une expertise médicale incluant toute précision diagnostique nécessaire à l'identification de la (des) pathologie(s) susceptibles d'être attribuée au travail, une expertise des données sur le délai de prise en charge de la maladie et la durée minimale d'exposition, ainsi qu'une documentation des expositions (métiers, situations d'exposition, etc.) en lien avec l'agent causal étudié. Ces expertises permettant d'éclairer les partenaires sociaux et les pouvoirs publics seront réalisées en prenant appui sur le Groupe de travail (GT) « Expertise des maladies professionnelles ».

Activités

Le/la coordinateur/trice aura notamment en charge de :

- Participer à la mise en place du GT « expertise des maladies professionnelles »
- Coordonner le GT en lien avec les CES, unités et missions concernées
- Animer des réunions de pilotage transversal pour la mise en œuvre des saisines des pouvoirs publics et apporter un appui scientifique au GT,
- Contribuer au suivi administratif du dossier (rédaction de compte-rendu, planification de réunions de travail, mise à disposition de documents pour les experts…),
- Recenser et collecter des données bibliographiques,
- Manipuler, traiter des données scientifiques dans le cadre des travaux réalisés (données épidémiologiques, médicales, d'exposition, réglementation des substances et produits…) en prenant appui sur les agents des unités concernées,
- Participer à l'analyse des données et contribuer à la rédaction de rapports d'expertise ainsi que des avis de l'agence
- Participer à la restitution des travaux du(des) groupe(s) d'experts en interne et en externe,
- Assurer une veille bibliographique, scientifique, technique, dans le domaine des maladies professionnelles
- Participer à la valorisation des travaux d'expertise produits par l'agence au niveau national ou européen (congrès, comités de normalisation, instances internationales…)

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 minimum, docteur en médecine, docteur en épidémiologie, Ingénieur du génie sanitaire, une spécialisation en épidémiologie étant absolument requise

Expériences similaires :

- Expérience d'au moins cinq années dans le domaine de la santé au travail voire de la santé publique
- Une expérience de la gestion de projets/conduite d'expertises serait un plus

Compétences :

- Connaissances avérées en épidémiologie
- Connaissances en évaluation des dangers, des expositions et des risques
- Connaissances des acteurs impliqués sur les questions de santé au travail et de maladies professionnelles
- Fortes capacités d'interface institutionnelle et capacités à piloter des projets transversaux
- Aptitudes relationnelles et capacités de travail en équipe
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Capacités d'analyse et de synthèse
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale)
- Autonomie et rigueur scientifique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 4 décembre 2018

Renseignements sur le poste : Henri Bastos (henri.bastos@anses.fr, 01 49 77 22 99)
ou Valérie Pernelet-Joly (valerie.pernelet-joly@anses.fr, 01 56 29 19 78)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-140 à :** recrutement@anses.fr

Date : 19/11/2018

Poste à pourvoir	**Technicien analyste physico-chimiste (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 21 mois**
Localisation	**Sophia Antipolis (06)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de Sophia Antipolis / Unité de Pathologie de l'Abeille / Laboratoire National de Référence (LNR) sur la santé des abeilles / Laboratoire associé au Laboratoire National de Référence (LNR) sur les pesticides / Laboratoire de Référence de l'Union Européenne (LRUE) sur la santé de l'abeille.
Missions / contexte	L'Unité de Pathologie de l'Abeille est Laboratoire de Référence de l'Union Européenne (LRUE) et Laboratoire National de Référence (LNR) sur la santé de l'abeille, ainsi que laboratoire associé au LNR sur les pesticides. L'Unité est partenaire d'un projet européen H2020 "PoshBee" (Pan-european assessment, monitoring and mitigation Of Stressors on the Health of BEEs) et coordinateur d'une sous-activité "Work-package" visant à évaluer l'impact des stress biotiques et abiotiques sur les abeilles domestiques et sauvages. L'agent recruté sera intégré dans l'Unité de Pathologie de l'Abeille composée de 18 agents. Les activités de l'agent s'inscrivent dans le cadre de ce projet européen.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du chef d'unité, et fonctionnelle du chargé de projet "Contaminants chimiques", le technicien devra s'impliquer dans les activités analytiques de référence et de recherche de l'équipe dans le cadre du projet PoshBee. L'agent réalisera la mise au point et la validation de méthodes d'analyse de résidus de pesticides dans le nectar par LC-MS/MS et GC-MS/MS. Il contribuera au bon fonctionnement des outils analytiques du laboratoire et effectuera les analyses des échantillons prélevés dans le cadre de ce projet européen.

Activités

Ainsi, le technicien assurera les missions suivantes :

- Le développement et la validation de méthodes d'analyse de résidus de pesticides,
- La réception, l'enregistrement et la gestion des prélèvements,
- La préparation des échantillons et la réalisation des analyses dans le cadre du projet PoshBee, selon un mode opératoire défini,
- La saisie des résultats analytiques dans le système informatique du laboratoire (LIMS),
- Le respect et l'application des dispositions générales et spécifiques du système qualité du laboratoire,
- La participation à la maintenance générale du laboratoire et des appareillages spécifiques,
- La gestion des consommables,
- La rédaction de documents (protocoles, dossier de validation, …).

Conditions particulières

Absence d'allergie aux piqûres d'abeilles et d'appréhension à manipuler ces insectes.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC à BAC + 2 de type DUT ou BTS en chimie analytique souhaité

Expériences similaires

Expérience en chimie analytique et instrumentale dans le domaine de l'analyse de traces et dans le développement et la validation de méthodes physico-chimiques.
Une expérience en spectrométrie de masse sera appréciée (LC-MS/MS et GC-MS/MS).

Compétences

- Bonne connaissance et expérience de la chromatographie (en phase liquide et en phase gazeuse).
- Intérêt pour le travail technique analytique.
- Soin et rigueur dans les analyses.
- Sens de l'organisation et de la planification.
- Sensibilité à la politique d'assurance qualité et aux règles d'hygiène et de sécurité au laboratoire.
- Maîtrise des outils informatiques élémentaires (word, excel, powerpoint).
- Connaissance et expérience en techniques de traitement de l'échantillon.
- Qualités relationnelles et capacités de dialogue et de travail en équipe.
- Disponibilité, autonomie.
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique souhaitée.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 10 décembre 2018

Renseignements sur le poste : Anne-Claire Martel, Chargée de projet "Contaminants Chimiques" (anne-claire.martel@anses.fr ; Tél : 04 92 94 37 39) et Marie-Pierre Rivière, Chef de l'Unité Pathologie de l'Abeille (marie-pierre.riviere@anses.fr ; Tél : 04 92 94 37 23).

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-141 à :** recrutement@anses.fr

19/11/2018

Poste à pourvoir	**Coordinateur d'expertise en évaluation des risques liés aux aliments (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public jusqu'au 30/11/2020**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction Evaluation des Risques (DER)
Unité « évaluation des risques liés aux aliments » (UERALIM)

Missions / contexte

La Direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

L'unité « évaluation des risques liés aux aliments » (UERALIM) a pour mission principale la coordination des travaux de collectifs d'experts pour l'évaluation des risques sanitaires liés à la présence de contaminants biologiques ou chimiques dans les aliments, sous la responsabilité d'un chef d'unité et de deux adjoints, pour chacune de ces spécialités.
Au sein de cette unité de 17 personnes, un groupe de 7 agents est chargé de la problématique relative aux risques biologiques et assure l'animation et le suivi des travaux du Comité d'Experts Spécialisé « Evaluation des risques biologiques dans les aliments » (CES BIORISK) et de deux Groupes de Travail pérennes « Biotechnologie » et « Guides de Bonnes Pratiques d'Hygiène ». Elle contribue à la communication scientifique des produits de l'expertise et présente l'activité scientifique de l'unité auprès des instances nationales ou communautaires. Elle collabore avec les autres directions et les laboratoires de l'Agence.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et de l'adjoint au chef d'unité, le coordinateur d'expertise assure le suivi scientifique des expertises en évaluation des risques liés aux aliments en lien avec les collectifs d'experts.

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Assurer la coordination des réunions du Comité d'Experts Spécialisé « Evaluation des risques biologiques dans les aliments » (CES BIORISK) avec l'appui du reste de l'équipe ;
- Prendre en charge les aspects scientifiques et administratifs liés aux travaux d'expertise réalisés par les collectifs d'experts (CES ou groupe de travail) ;
    - le suivi administratif comprend la rédaction de comptes rendus, la planification de réunions de travail, la mise à disposition de documents pour les experts… ;
    - la contribution scientifique correspond à la recherche et l'analyse bibliographique, la synthèse de documents, le traitement de données en appui aux travaux des experts ;
    - l'ensemble de ces tâches aboutit à la production d'avis scientifiques et de rapports d'expertise de l'Anses dans le domaine des risques biologiques dans les aliments ;
- Animer des réunions d'experts ;
- Prendre en charge une expertise interne dans son domaine de compétence ;
- Assurer une veille scientifique, réglementaire et technique ;
- Participer à la valorisation des travaux d'expertise au niveau national ou européen ;
- Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité.

Conditions particulières Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Docteur en sciences, Vétérinaire, Ingénieur ou Master en microbiologie ou en sciences des aliments. Spécialisation souhaitée dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : microbiologie des aliments, appréciation quantitative du risque, hygiène alimentaire, évaluation des risques sanitaires.
Minimum BAC+3

Expériences similaires : Expérience souhaitée dans le domaine de l'évaluation des risques sanitaires.

Compétences

- Bonnes connaissances scientifiques et/ou techniques dans le domaine des risques biologiques dans les aliments (bactéries, virus, parasites) ;
- Connaissances en évaluation des risques sanitaires ;
- Des connaissances en toxicologie et expologie seraient appréciées ;
- Capacité à prendre en charge des problématiques scientifiques et à conduire des réunions dans le cadre d'expertises collectives ;
- Bonnes capacités rédactionnelles, expression orale, aptitude à synthétiser des avis et des rapports ;
- Capacité à travailler en équipe et en collaboration avec les experts auprès de l'Agence ;
- Maîtrise orale et écrite de l'anglais scientifique et technique ;
- Maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Powerpoint) ;
- Aptitude organisationnelle, rigueur scientifique.

POUR POSTULER

Date limite de candidature : 10 décembre 2018

Renseignements sur le poste : Nathalie ARNICH, responsable de l'évaluation des risques biologiques au sein de l'Unité d'évaluation des risques liés aux aliments (UERALIM) : nathalie.arnich@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-142 à :** recrutement@anses.fr

Date : 19/11/2018

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de l'écotoxicologie – Pesticides (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'Evaluation des Produits Règlementés (DEPR)
Unité Evaluation Écotoxicologie Environnement des Intrants du Végétal

La DEPR évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

Missions / contexte

L'Unité Evaluation Ecotoxicologie Environnement des Intrants du Végétal est chargée de l'évaluation des risques pour l'environnement des substances actives lors de leur demande d'approbation au titre du règlement (CE) n°1107/2009 et des produits phytopharmaceutiques et matières fertilisantes et supports de cultures dans le cadre des autorisations de mise sur le marché (AMM). Elle contribue également, dans son champ de compétence, à l'instruction des saisines adressées à l'Anses.
L'équipe est composée de 30 agents dont un chef d'unité, une chef d'unité adjointe et une adjointe au chef d'unité.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique est en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM des produits phytopharmaceutiques et des dossiers afférents, ainsi que des monographies des substances actives au niveau européen, dans le domaine de l'écotoxicologie.

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Evaluer les données incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures communautaires et françaises d'AMM spécifiques aux différents organismes (e.g. terrestres, aquatiques).
- Analyser les données proposées au regard de l'état actuel des connaissances scientifiques et des documents guides européens existants.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en anglais.
- Respecter les délais de l'évaluation
- Contribuer à la préparation des conclusions de l'évaluation en Français
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, ou auprès des collectifs d'experts
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et sollicitations adressées à la DEPR

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 3 minimum
BAC + 5 de type MASTER II, DEA ou diplôme d'ingénieur en écotoxicologie souhaité

Compétences

- Connaissances approfondies en écotoxicologie.
- Connaissances réglementaires dans le domaine des substances et produits phytopharmaceutiques souhaitées.
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Qualités rédactionnelles.
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 10 décembre 2018

Renseignements sur le poste : Arnaud BOIVIN (arnaud.boivin@anses.fr),
Vanessa MAZEROLLES (vanessa.mazerolles@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-143 à :** recrutement@anses.fr

Date : 19/11/2018

Poste à pourvoir	**Coordinateur dans le cadre de l'évaluation des dossiers de produits phytopharmaceutiques (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction d'évaluation des produits réglementés, (DEPR)
Unité Coordination des Intrants du Végétal (UCIV)

Missions / contexte

La DEPR évalue, selon la réglementation en vigueur, les substances actives et produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, les macroorganismes utiles pour la protection des cultures, les substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché.

Pour l'évaluation des substances et produits phytopharmaceutiques et biocides, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. La DEPR intervient également dans son domaine de compétence en réponse aux saisines adressées à l'agence et pilote des études de recherches et développement dédiées à l'amélioration des méthodologies d'évaluation des risques.

L'UCIV est chargée de la coordination de l'évaluation scientifique des dossiers d'approbation de substances actives phytopharmaceutiques, des demandes d'autorisation de mise sur le marché des préparations contenant ces substances et des dossiers de matières fertilisantes et supports de cultures (MFSC) et des demandes d'introduction de macroorganismes utiles pour la protection des cultures. Dans le cadre de ces activités, l'UCIV assure la cohérence de l'ensemble des évaluations réalisées et veille au respect des procédures et délais réglementaires européens et nationaux.
L'équipe est composée de 24 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, les missions du coordinateur sont d'assurer la coordination scientifique et technique des évaluations de dossiers de produits phytopharmaceutiques.

Activités

- Gérer en mode projet l'instruction scientifique des dossiers dans le respect des délais, de la règlementation en vigueur au niveau national et européen et des procédures qualité.
- Assurer la cohérence de l'expertise scientifique et rédiger les rapports d'évaluation de l'Anses à partir des contributions des unités d'évaluation de la DEPR.
- Définir, en lien avec le planificateur de l'unité, le calendrier d'évaluation de ces dossiers dans le respect des délais réglementaires.
- Assurer la communication, le suivi et le traitement des dossiers, au niveau interne (unités d'évaluation, CES), et externe (Etats Membres de l'Union Européenne, comités et groupes de travail nationaux le cas échéant).
- Participer au processus d'amélioration continue au niveau de l'UCIV et de la DEPR.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Niveau BAC + 3 à BAC+ 8
MASTER II, DEA ou diplôme d'ingénieur (agronomie, chimie, santé, environnement, microbiologie ou évaluation des risques), docteur en Pharmacie, docteur Vétérinaire ou docteur en Sciences.

Expériences similaires

Expérience appréciée dans le domaine des produits phytopharmaceutiques, des produits chimiques réglementés et en gestion de projets.

Compétences

- Connaissance du milieu agricole et/ou de la réglementation dans les domaines des produits phytopharmaceutiques, biocides ou produit chimiques réglementés
- Bonne maîtrise de l'anglais scientifique et technique (écrit et oral)
- Capacité à travailler en équipe pluridisciplinaire
- Autonomie et rigueur, esprit critique, réactivité, sens de l'organisation
- Aptitudes rédactionnelles, capacité de synthèse et de présentation orale
- Connaissance des logiciels informatiques du pack office

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 10 décembre 2018

Renseignements sur le poste : Jérémy PINTE (jeremy.pinte@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-145 à :** recrutement@anses.fr

Date : 19/11/2018

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de l'efficacité des intrants du végétal (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'Evaluation des Produits Règlementés,
Unité Evaluation de l'Efficacité des Intrants du Végétal

Missions / contexte

La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision d'autorisation de mise sur le marché.

En ce qui concerne l'évaluation des intrants du végétal (substances et produits phytopharmaceutiques, matières fertilisantes et supports de culture), la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

L'Unité Evaluation de l'Efficacité des Intrants du Végétal est chargée de l'évaluation des études soumises dans les dossiers déposés à l'Anses, concernant l'efficacité sensu stricto, et les risques relatifs aux cultures, des produits phytopharmaceutiques, matières fertilisantes et supports de cultures dans le cadre des autorisations de mise sur le marché (AMM).
L'équipe est composée de 13 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique sera en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM des produits phytopharmaceutiques et des matières fertilisantes dans le domaine de l'efficacité.

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Evaluer les données scientifiques spécifiques à l'efficacité figurant dans les dossiers de demande d'AMM dans le cadre des procédures européennes et françaises.
- Analyser les données disponibles dans la littérature scientifique.
- Rédiger sur cette base un rapport de synthèse en français et/ou en anglais.
- Respecter les délais de l'évaluation.
- Contribuer à la rédaction des conclusions de l'évaluation.
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, et auprès des collectifs d'experts.
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et à des projets scientifiques.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 à BAC+8 en science agronomique ou apparenté souhaité
Minimum Bac + 3 exigé

Expériences similaires

Expérience professionnelle dans le domaine des produits phyto-pharmaceutiques et/ou des matières fertilisantes appréciée

Compétences

- Compétences scientifiques et/ ou techniques en science agronomique ou apparenté
- Connaissances réglementaires dans le domaine des produits phyto- pharmaceutiques et/ou des matières fertilisantes souhaitées
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur)
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 10 décembre 2018

Renseignements sur le poste : Laurent THIBAULT (laurent.thibault@anses.fr 01 49 77 21 71)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-146 à :** recrutement@anses.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de services et de paiement (ASP)

Agence de Services et de Paiement

Direction Régionale Auvergne-Rhône-Alpes - Site de Clermont-Ferrand
12 Avenue Léonard de Vinci - 36063 Clermont-Ferrand Cedex 01

Chef(fe) du service Agriculture et développement rural

N° du poste : 18629 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	**Groupe RIFSEEP ASP (filière administrative) :** 2
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. Le service agriculture et développement rural (SADR) est chargé de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures du développement rural inscrites dans les programmes de développement rural (PDR) de la Région. Au sein de la direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes, structure de 150 agents, le SADR est un service bi-site implanté à Clermont et à Lyon comptant 19 agents.
Objectifs du poste	Les principales missions du service sont de : - contribuer activement à l'élaboration des logiciels d'instruction des aides en relation étroite avec les services de l'autorité de gestion du FEADER (la Région) et les services du siège de l'ASP ; - effectuer les contrôles administratifs des demandes de paiement et procéder à la liquidation des aides. Dans ce contexte les missions du chef de services sont : - animer et manager le service basé sur les deux sites : en définissant une stratégie, en formant les agents, en accompagnant le changement, en visant la qualité et en prenant compte le relationnel ; - assurer la mise en œuvre des politiques du domaine agricole et du développement rural au sein de la direction régionale, dans un contexte de sécurisation du travail réalisé par un service unique ; - élaborer, négocier et assurer le suivi des conventions de mise en œuvre avec les acteurs du développement agricole et rural (Autorité de gestion, services instructeurs, financeurs, GAL) ; - assurer la représentation externe sur un plan technique, réglementaire voire politique de l'établissement dans les secteurs d'activité confiés. Apporter un appui à différentes missions transversales à la Direction régionale.

<table>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Pilotage et management du service
Planifier les tâches, veiller au respect des échéances et des procédures Fixer des objectifs collectifs et individuels et évaluables
Constituer une équipe solidaire et performante au niveau de l'encadrement des deux sites (adjoints et chefs de secteurs)
Assurer la cohésion du service et sa dynamique collective
- Animation et suivi des principales missions du service
Utilisation, mise à jour ou mise en place des outils de suivi (tableau, reporting)
Veiller au respect des procédures et des délais : organiser la supervision et le pilotage de proximité
Veiller à la qualité des contrôles ordonnancement et leur délai de traitement
Assurer une rigueur partagée avec les partenaires dans l'élaboration des outils d'instruction (instrumentation), et dans leur mise en œuvre (qualité de l'instruction, conventionnement, contrôles, ...)
- Assurer un partenariat fort
avec les structures nationales (siège ASP), régionales (Région, DRAAF) et départementales (services instructeurs de DDT et financeurs)
Animer et participer à la gouvernance active du FEADER
Mettre en place des assistances et formations pour les partenaires
- Veiller à la qualité des prestations :
Veiller à la déontologie de l'équipe
Appliquer le contrôle interne de la DR dans le service
Participer à des groupes de travail nationaux pour contribuer à l'amélioration globale des dispositifs de l'ASP.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Au sein de la direction, avec l'ensemble des équipes, avec les collègues du siège ou des autres administrations, avec la Région et les autres financeurs.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Maîtrise des réglementations applicables dans les divers champs de compétence du service
- Connaissance des outils spécifiques
- Hiérarchiser les priorités et anticiper les difficultés
- Aptitudes relationnelles externes
- Connaissance de l'environnement professionnel
- Capacité à rendre compte et à alerter
- Maîtriser les techniques de communication écrite et orale, dont les outils de synthèse d'Excel.</td><td>- Sens de l'organisation
- Capacité à prendre des décisions
- Autorité
- Sens de l'écoute
- Capacité à s'exprimer en public
- Déontologie
- Capacités d'analyse et de synthèse
- Etre autonome et force de proposition</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les dossiers de candidature constitués d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du dernier arrêté précisant corps, grade et échelon, doivent être adressés par courriel exclusivement à :

M. Sébastien FERRA, Directeur Régional AUVERGNE RHONE-ALPES sebastien.ferra@asp-public.fr 04 72 82 21 01
M. Denis CHEMINAT, Directeur Régional Délégué AUVERGNE RHONE-ALPES denis.cheminat@asp-public.fr 04 73 28 28 79 10
Mme Carole BEYSSAC, DRH/SEEC, Conseillère mobilité carrière
tel : 05.55.12.00.87 - courriel : mobilite@asp-public.fr
La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 14 décembre 2018.</td></tr>
</table>

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement (ASP)
Siège - 2, rue du Maupas - 87040 Limoges Cedex 1

Direction des ressources humaines

Directeur (trice)

N° du poste : 18623 **Catégorie : A+**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	**Cotation RIFSEEP : 1**
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'ASP est un établissement public administratif placé sous la double tutelle des ministères en charge de l'Agriculture et du Travail. Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques d'aides européennes, nationales et locales, et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, du contrôle, du paiement et du recouvrement. Son siège est localisé sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et son réseau est composé de 17 directions régionales implantées en métropole et en outre-mer. L'ASP compte de l'ordre de 2500 agents, assure le paiement annuel de 18 milliards d'euros d'aides publiques et son budget propre est de l'ordre de 250 millions d'euros.
Objectifs du poste	Placé(e) sous l'autorité de la Secrétaire générale, le ou la responsable de la DRH : - définit la stratégie de ressources humaines, puis, après validation par la direction générale, en assure sa mise en œuvre ; - conduit le dialogue social ; - met en œuvre la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ; - s'assure du suivi des emplois, des carrières, et de la gestion administrative des agents.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Ses principales missions comprennent : - la conception de la politique RH de l'établissement, en cohérence avec les objectifs du contrat d'objectif et de performance et le plan stratégique de l'établissement et sa mise en œuvre, avec l'ensemble des directions - l'animation, le bon fonctionnement de sa direction composée de 5 services comportant un effectif total d'environ 50 agents dont un adjoint ; - la représentation de l'établissement à l'occasion des réunions avec les tutelles et auprès des instances statutaires ; - la maintenance fonctionnelle de l'application de gestion ; Il ou elle est responsable : - de l'organisation de la gestion des ressources humaines : gestion prévisionnelle des effectifs, pilotage de la masse salariale et détermination des politiques indemnitaires - de l'organisation du dialogue social - de la mise en œuvre de la politique de formation - de l'accompagnement des agents tout au long de leur carrière. Les principaux chantiers en cours ou à venir portent sur : - l'intégration du SIRH interministériel « RenoirH », à horizon 2020 ; - la poursuite de l'harmonisation avec le ministère de l'agriculture, notamment en matière indemnitaire ; - l'élaboration d'une politique pro-active en matière d'attractivité ;

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- la participation à l'accompagnement au changement dans un établissement en transformation ;
- la qualité de vie au travail dans toutes ses composantes (diversité, prévention des risques psycho-sociaux, etc.) ;
- le renforcement de la qualité des prévisions et du pilotage des effectifs.

Il ou elle participe, en tant que de besoin, à tout groupe de travail organisé en interne ou en en externe à l'établissement et contribue à la politique générale de l'agence.
Il ou elle rend compte à la Direction générale de l'exécution de l'ensemble des missions de la DRH</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne : la Direction générale et toutes les directions du siège et régionales, les représentants du personnel et l'ensemble des agents.
En externe : les ministères de tutelle, les partenaires, les fournisseurs et les prestataires.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs
- Maîtrise du statut et des règles de gestion de la fonction publique
- Connaissance de la réglementation afférente à la fonction publique (gestion statutaire et indemnitaire, dialogue social) ;
- Maîtrise des dispositifs de contrôle interne et de contrôle de gestion ;
- Utilisation des logiciels bureautiques.</td><td>Savoir-faire
- Aptitude à organiser, diriger, animer et informer ;
- Capacité à décider et à négocier ;
- Esprit d'analyse, de méthode et de rigueur ;
- Sens de l'anticipation et réactivité ;
- Sens du dialogue, qualités d'écoute, aptitudes relationnelles, aisance dans l'expression en public.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Stéphane LE-MOING, Président directeur général
Tél. 05 55 12 00 17 - courriel : stephane.le-moing@asp-public.fr

Claire VINCENTI, Secrétaire générale
Tél. 05 55 12 00 27 - courriel : claire.vincenti@asp-public.fr</td></tr>
</table>